



## Communiqué de presse

### **Le contrôle des installations classées : un enjeu majeur de sécurité publique mis à mal en Normandie**

20 ans après l'explosion de l'usine d'AZF à Toulouse, et au lendemain de l'anniversaire de l'incendie de l'usine Lubrizol et des entrepôts de Normandie Logistique à Rouen (26 septembre 2019), nous souhaitons alerter l'opinion publique sur la situation suivante :

- le Ministère de la Transition Écologique communique sur un renforcement du nombre d'inspecteurs des installations classées (+ 50 postes au niveau national). Néanmoins aucun renforcement n'a eu lieu et n'est prévu sur le territoire de la Normandie<sup>1</sup> ;
- pire, il a été annoncé par la DREAL Normandie la suppression de 22 postes dans l'inspection des installations classées normande (soit 1/5e de l'effectif). Cette suppression de postes est mécaniquement due au fait que le Ministère de la Transition Écologique considère que le temps à consacrer par l'inspection est le même pour chaque site : la raffinerie TOTAL de Gonfreville l'Orcher qui est la plus importante raffinerie française = une casse-auto ! ;
- en parallèle, l'augmentation de 50 % du nombre d'inspections et la diminution du temps consacré à chaque inspection, en application des directives ministérielles, sont en déploiement. Il est à noter qu'il y avait déjà une forte hausse de la charge de travail de l'inspection inhérente à la plus grande complexité de la réglementation, des procédures administratives et à des missions de plus en plus nombreuses.

Afin de faire face à ces suppressions massives dans l'effectif de l'inspection des installations classées normande et aux modifications d'organisation des inspections rappelées ci-dessus, il est demandé à l'inspection des installations classées « d'adapter son niveau de service », notamment sur les plus gros sites industriels multi-SEVESO dont est particulièrement pourvue la Normandie. Ce qui signifie en langage clair de les inspecter de manière moins approfondie et d'alléger les instructions réglementaires. Et cela ne s'applique pas qu'aux plus gros établissements ! Rappelons que la Normandie est la région la plus industrielle de France (20 % de la valeur ajoutée régionale).

Avec 103 sites SEVESO, dont 54 sites SEVESO seuil haut, de nombreux secteurs industriels vieillissants, ainsi que le développement de zones habitées à proximité des sites industriels, la maîtrise des risques industriels revêt un enjeu majeur pour la Normandie.

<sup>1</sup> Un seul au sein de l'Unité Départementale Rouen Dieppe pris sur la réserve préfectorale.

**En tant que représentants du personnel, il est de notre responsabilité :**

- **de dénoncer les suppressions de postes dans l'inspection des installations classées normande et les modifications d'organisation visant à réduire le temps destiné aux visites et aux instructions réalisées par les inspecteurs et inspectrices des installations classées de Normandie ;**
- **d'en alerter l'opinion publique : il en va de la maîtrise des risques industriels en Normandie.**

Cette situation est représentative du décalage entre le discours et les actes du Ministère de la Transition Écologique, et du démantèlement en cours des DREAL, dont le cœur de l'action porte sur la lutte contre le changement climatique, l'adaptation au changement climatique et la préservation de la biodiversité. En DREAL Normandie, c'est la suppression de 85 postes qui est envisagée cette année sur un effectif total de 508 postes<sup>2</sup>.

4 octobre 2021

Contacts presse :

M. David ROMIEUX, pour la CGT, tél. : 07 64 02 66 58

M. Stéphane PINEY, pour FO, tél. : 02 32 81 16 45 - 07 62 85 32 38

M. Pierre GUÉRIF, pour l'UNSA, tél. : 02 50 01 83 39 - 06 27 27 83 23

---

<sup>2</sup> cf. note du directeur « Notre DREAL demain » du 19 mai 2021.